

Campus La Gaillarde à Montpellier

**BATIMENT 0280
RENFORCEMENT DE L'ASSISE DU BÂTIMENT
PAR INJECTION DE RESINE**

D.C.E

**LOT 00 - PRESCRIPTIONS COMMUNES
(Tranche Ferme)**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES**

1 – OBJET DU PRESENT CCTP :

Le présent CCTP a pour objet de définir la nature, la consistance des prescriptions communes des différentes tranches de travaux, dans le cadre de la consultation engagée par l'Institut Agro / Montpellier SupAgro portant sur l'opération :

Campus de La Gaillarde BATIMENT 28.0 RENFORCEMENT DE L'ASSISE DU BÂTIMENT PAR INJECTION DE RESINE

Le campus La Gaillarde se trouve au 2 place Pierre Viala, 34 060 Montpellier.

La présente consultation porte sur la réalisation de travaux sur le bâtiment 28.0, pour :
- renforcement des sols servant d'assise aux fondations, réalisées en une seule tranche et sous forme de lot unique.

Un délai prévisionnel est de 4 mois + 1 mois de préparation à partir de septembre 2025

Le présent CCTP est à lire en parallèle du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics, document qu'il complète.

Il est rappelé que les descriptions faites dans le CCTP, CCTG et additifs éventuels, sont des minimas destinés à obtenir les niveaux de qualité prescrits par les normes et réglementations applicables aux travaux de bâtiment.

En conséquence, plus que l'obligation de conformité, c'est l'obligation de résultat qui prévaudra.

2 - PARTIES CONTRACTANTES

MAITRISE D'OUVRAGE

Institut Agro Montpellier
3 Place Pierre VIALA
34060 Montpellier Cedex 2
Tél : 04 99 61 30 79

MAITRISE D'OEUVRE

MB STRUCTURES
325 Rue des Ecoles
34270 Saint Mathieu de Trévières
Tél : 06 12 97 90 62

Missions confiées : PRO, EXE partiel, ACT, DET, AOR

BUREAU DE CONTROLE

APAVE Infrastructure & Construction
Agence de Montpellier
310 rue de la Sarriette – Zone Ecoparc
34130 Saint-Aunès
bgc.languedoc-roussillon@apave.com

Missions confiées : L + LE + STI

COORDINATION SECURITE

APAVE Infrastructure & Construction
Agence de Montpellier
310 rue de la Sarriette – Zone Ecoparc

BUREAU D'ETUDE GEOTECHNIQUE

Rapport Etude G5, joint au dossier, réalisé par E.G.S.A BTP le 18/11/2019

3 - GENERALITES

Le présent document dénommé Cahier des Clauses Techniques Particulières dit CCTP est composé d'un lot unique appelé lot 01 complété du présent lot 00 détaillant les prestations dites communes.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, **l'entrepreneur doit se référer à l'ordre tel que proposé à l'article X du CCAP**

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

Le niveau des prestations devra toujours être retenu par l'entreprise dans sa forme la plus onéreuse et techniquement contraignante.

L'entreprise doit un autocontrôle de ses travaux conformément à l'article 1792-1 du code civil et au décret du 7 Décembre 1978.

L'entreprises doit tenir à disposition du bureau de contrôle et/ou de la maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage la liste des vérifications envisagées ainsi que la formalisation de ces vérifications.

La citation de références dans le CCTP du lot est destinée à mettre en évidence un point particulier auquel est soumis l'ouvrage et n'entraîne jamais une limitation de l'application des autres normes et règles applicables à ce même ouvrage.

Sauf précisions contraires du présent CCTP, prescriptions communes et plans, les prestations définies ci-après s'appliquent à tout ouvrage, bâtiment, local, aile ou niveau ayant la même destination.

Les dispositions générales définies ci-dessous, doivent toutes être respectées, à savoir sans que cette liste ne soit limitative :

- . Code de la Construction et de l'Habitation,
- . Textes législatifs et réglementaires,
- . Fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales,
- . Normes Françaises homologuées (AFNOR classe P),
- . Normes Européennes,
- . Documents Techniques Unifiés,
- . Avis Techniques (ATEC),
- . Règles professionnelles (Fédération Nationale du Bâtiment, AFAC, Union Nationale de la Maçonnerie, etc...),
- . Réglementation acoustique relative au fonctionnement propre des bâtiments,
- . Réglementation acoustique relative au trafic routier, ferroviaire et aérien,
- . Règlement Sanitaire Départemental,
- . Réglementation accessibilité handicapée,

. Prescriptions techniques des Concessionnaires, Services Publics, Collectivités Locales et Territoriales.

Les normes, DTU, fascicules, recommandations... auxquels le présent CCTP fait référence ne sont remis qu'à titre indicatif, l'entrepreneur tiendra compte des dernières éditions applicables.

Le décret n° 2006-555 du 17 Mars 2006 de la Maîtrise d'Ouvrage 2005-102 du 11 février 2005, et décrets et arrêtés ultérieurs, relatifs à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation devront être obligatoirement respectés.

4 – CLASSEMENT DU BATIMENT

Code du Travail.

5- CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les pièces écrites et graphiques font connaître le programme général des prestations à réaliser et les modes d'exécution des travaux.

Le présent lot 00, dit de prescriptions communes, concerne les prescriptions techniques communes et générales relatives applicables sans restriction à tout lot unique ou non.

Le présent document est indissociable de toutes les autres pièces constitutives du marché. Il est opposable, comme l'ensemble des pièces du marché, à l'entrepreneur qui est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des dispositions mentionnées dans :

- Le CCAP qui définit les conditions générales administratives du marché et les obligations générales applicables à tous les corps d'états.
- Le CCTP du lot unique.

Toutes les autres pièces constitutives du marché énoncées dans la liste des pièces jointes au dossier.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucune méconnaissance de leur contenu pour justifier :

- des travaux non prévus ou incomplets
- d'une suspension du délai de ses travaux.

6 - NOMENCLATURE DES LOTS

Lot 00 : Prescriptions communes (Tranche Ferme)

Lot 01 : Renforcement de l'assise du bâtiment par injection de résine (Tranche Ferme)

7 – PLANNING

Le planning des travaux Tous Corps d'Etat

- Tranche Ferme :

Pour le lot unique appelé lot 01, elle est d'une durée de 20 semaines :

- délai de 4 semaines pour la période de préparation ;
- délai de 16 semaines pour la réalisation des prestations

Suite à la réalisation des prestations de la tranche ferme, délais de 26 semaines (6 mois) pour stabilisation des ouvrages.

8 – INSTALLATION DE CHANTIER

Mise à disposition par la MOA à titre gracieux :

-Les fluides (eau, électricité) sont mis à disposition des entreprises à titre gracieux par le Maître d'Ouvrage, à condition qu'aucun défaut de coupure d'eau ne soit constaté par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre lors du chantier (constat par photo et mail). Si un tel constat devait être dressé, le Maître d'Ouvrage procédera à une réfaction sur le montant du marché de l'entreprise. Le montant de cette éventuelle réfaction sera calculé en prenant en compte le volume d'eau consommé par l'entreprise depuis l'installation de son point de puisage ainsi que le Prix Unitaire du m3 d'eau intégrant l'ensemble des taxes supportées par l'établissement Institut Agro Montpellier.

- Local réfectoire-vestiaire ;
- Sanitaire avec lave mains ;
 - Fourniture et pose canon de chantier sur porte sanitaire et sur porte local réfectoire-vestiaire, compris remise d'une clé à la MOA ;
- Le nettoyage journalier du local réfectoire-vestiaire et du sanitaire compris approvisionnement en savon et papier toilette ;

8.1.2 - A la charge du présent lot :

- Enlèvement des gravats et déchets générés par son activité.
- Sécurisation de sa zone d'intervention et zone de stockage, par mise en place maintien pendant toute sa durée d'intervention d'une clôture de chantier amovible compris signalétique chantier et panneau avec nom de l'entreprise. Les ouvrages devront être maintenus en parfait état, tout panneau détérioré devra faire l'objet d'un remplacement sous 24 heures ;
- Mise en place branchements eau compris sous compteurs suivant zones d'interventions, ainsi que branchements électriques et coffret de chantier avec comptage ;
- Nettoyage journalier de sa zone d'intervention ;
- Remise en état de sa zone d'intervention après ses travaux ;

9 - CONTENU DES PRIX – CARACTERE FORFAITAIRE DU MARCHE

L'entreprise est censée, par le fait de la remise de son offre, avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des travaux, des conditions générales et locales, des sujétions consécutives à l'exécution des travaux envisagés. Pour se faire, le candidat est invité à visiter les lieux, afin de remettre une offre établie en toute connaissance de cause.

Au-delà des obligations définies au CCAP, chaque Entrepreneur est réputé avoir tenu compte dans son offre globale et forfaitaire, de toutes les sujétions, fournitures et prestations relatives à l'exécution de ses propres travaux et notamment :

- . Tous les frais d'installation et d'organisation du chantier.
- . Les frais consécutifs à la réglementation sur l'hygiène et la sécurité du chantier.
- . Les frais de notes de calculs, des plans et détails d'exécution et des honoraires de Bureaux d'Etudes.
- . Les frais d'implantation des ouvrages.
- . Les frais de main d'œuvre qualifiée.
- . Les frais de protection des ouvrages.
- . Les frais de matériels et outillages spécialisés.
- . Les frais de transports et manutentions diverses.
- . Les frais de dépenses communes.
- . Les frais d'assurances.
- . Les taxes et impôts en vigueur.
- . Les frais de constitution des ouvrages exécutés.
- . Ainsi que tous les autres frais quels qu'ils soient relatifs à l'exécution des travaux.

Le forfait implique également les sujétions liées au site, aux contraintes de coordination (travaux simultanés) et sujétions découlant des séquences d'intervention et des risques saisonniers prévisibles, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

Lors de la remise de son offre et dans le cadre de son obligation de conseil, il signalera en temps utile au maître d'œuvre, les imprécisions, omissions ou incohérences qui auraient pu se produire, soit entre les pièces écrites et les pièces graphiques, soit entre les documents du marché et les règles de l'art, ainsi que les modifications qu'il serait nécessaire d'apporter aux ouvrages pour atteindre le résultat et les performances souhaités. A défaut, tous les travaux indispensables à ces objectifs seront réputés être inclus dans l'offre remise.

Il lui appartiendra, le cas échéant, de demander au Maître d'Ouvrage, les documents ou les compléments d'informations nécessaires, par écrit.

De la même façon, l'Entrepreneur qui modifierait certains points de ses ouvrages ayant pour conséquence la modification d'un ouvrage d'un corps d'état particulier devra en avertir le Maître d'Œuvre & le Maître d'Ouvrage lors de la remise de son offre.

Faute de se conformer à ces prescriptions, il aura à sa charge la mise en conformité de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que les conséquences qui en résulteraient et demeurera seul responsable des erreurs qui pourraient se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des documents. L'Entrepreneur concerné se soumettra alors pleinement aux ordres et directives du maître d'œuvre en vue de leur correction.

Chaque Entrepreneur ne pourra, par conséquent, faire état ultérieurement d'omission, d'imprécision ou de contradiction quelconque, pour ne pas exécuter, dans les délais, les travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages de sa spécialité.

La décomposition de l'offre remise par l'Entrepreneur sert de bordereau de prix unitaires :

. Pour l'établissement des situations mensuelles de travaux.

. Pour la valorisation des travaux modificatifs, par rapport au projet initial, objet du présent CCTP.

Cette décomposition est ferme tant sur les quantités que sur les prix unitaires et aucun Entrepreneur ne pourra arguer, au motif d'erreurs, la remise en question du caractère forfaitaire de son offre définitive.

10 - VERIFICATION DES DOCUMENTS

L'entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble des pièces du dossier ou des documents qui lui seront remis (descriptifs, plans, notes, planning, etc...), dans leur intégralité. Il devra s'assurer de la concordance des pièces et ne pourra plus faire état, d'une discordance éventuelle qu'il n'aurait pas signalée en temps utile. L'entrepreneur sera tenu de vérifier, avant toute exécution, les côtes indiquées aux dessins, de s'assurer de leur cohérence et de signaler au Maître d'œuvre les erreurs qui pourraient être constatées.

Il provoquera la délivrance de tous les documents et de tous les renseignements complémentaires pour tout ce qui ne lui permettrait pas de réaliser parfaitement ses ouvrages, non-conformément aux règles de l'art et aux prescriptions légales et réglementaires ou incompatibles avec le calendrier prévisionnel d'exécution.

Il est précisé à ce sujet, que la clause de priorité des pièces, de la norme NFP 03-001 de Décembre 2000, entre les plans et le présent descriptif, n'a pas pour but d'annuler la confection d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction. Il est précisé également que le CCTP complète ou confirme les indications des plans et qu'en cas de contradiction, la priorité est accordée au CCTP.

En conséquence, si un ouvrage (ou une partie d'ouvrage) figuré aux plans n'est pas mentionné dans le CCTP, et si aucune indication de celui-ci ne précise qu'il est traité hors forfait ou qu'il est exclu du marché, il est alors implicitement compris dans le prix forfaitaire.

De même, les travaux définis dans les CCTP du marché et ne figurant pas aux plans, sont dus par l'entrepreneur et compris dans le cadre forfaitaire.

L'Entrepreneur ne pourra prétendre à une modification de ses prix unitaires ou à l'addition de prix nouveaux, sauf modification intrinsèque, ou extrinsèque de la nature des ouvrages.

Aussi, aucun Entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucun travail ou délai supplémentaire provenant des erreurs ou omissions pour justifier l'augmentation de son prix global et forfaitaire.

11 – INTERVENTION SUR SITE

11.1 - Dispositions générales du site d'intervention

L'attention de l'entreprise est attirée sur les points suivants :

Le campus La Gaillarde est ouvert du lundi au vendredi (hors jour férié) de 7h30 à 17h30.

Dans le cas de figure où une entreprise souhaite, pour une raison exceptionnelle accéder au site en dehors des horaires visés ci-avant, celle-ci se doit de demander une autorisation et ce 48 heures au minimum avant la date d'intervention par courrier électronique au représentant du Maître d'Ouvrage (MOA) en précisant l'effectif, les horaires ainsi que l'identité des personnels présents, la zone d'intervention et les prestations réalisées.

Les interventions réalisées le Week-end ou la nuit, ne devront en aucun cas générer des nuisances auprès des riverains.

Pour des raisons de sécurité des salariés des entreprises et de responsabilité, la présence d'un travailleur isolé est formellement interdite.

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions utiles pour éviter de perturber le fonctionnement normal du site (circulation des personnes, poussières, vibrations, perturbations électromagnétiques, etc...). En conséquence, l'entreprise devra veiller à ne créer aucun trouble, ni aucune perturbation pouvant nuire à la vie du campus et aux activités présentes sur le bâtiment 28.0. Si cela ne peut être évité de par la nature même de l'intervention, il devra évaluer la zone impactée et sa durée de gênes occasionnées afin de permettre à l'unité utilisatrice de s'organiser.

L'entreprise devra prendre les précautions nécessaires si un sinistre, de quelque nature que ce soit, venait à se produire. Elle devra prendre les mesures nécessaires dans les plus brefs délais et avertir immédiatement le Maître d'Œuvre ainsi que le Maître d'Ouvrage, en cas d'accident ou de danger imminent.

L'entrepreneur est tenu de s'assurer en cas d'avaries ou d'accidents dus à ses interventions, tant vis à vis du personnel utilisateur du site, que des installations.

L'entreprise devra prendre toutes les mesures de sauvegarde pour la protection de son personnel et de son matériel au cours de l'exécution des travaux,

L'entreprise prendra contact auprès du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage, pour obtenir tous les renseignements permettant d'éviter la détérioration des réseaux proches. Elle fera son affaire de tout accident pouvant survenir de son fait.

Le bâtiment 28.0, relève du seul code du travail. Néanmoins, les circulations devront rester libres d'accès. Tout encombrement des circulations devra faire l'objet d'une validation par le Maître d'Ouvrage. Les issues de secours devront rester accessibles pendant toute la durée des travaux. Si une intervention vient à obstruer une issue, l'entreprise devra limiter autant que possible la durée du blocage de cet échappatoire et s'assurer d'une signalisation en amont redirige vers une issue praticable. L'offre de l'entreprise est réputée avoir pris en compte ces obligations.

L'obtention d'un permis feu est obligatoire pour tous les travaux nécessitant la réalisation de soudure ou de meulage, ou générant un dégagement de poussière pouvant entraîner un déclenchement intempestif du système de détection incendie présent dans les locaux ou doit intervenir l'entreprise.

Les demandes de permis feu devront être formulées au Maître d'Ouvrage 24 heures avant intervention de l'entreprise.

L'entreprise doit :

- Fournir au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage un planning précis de ses interventions.
- Etre présent, dès l'ouverture du chantier, au rendez-vous de chantier hebdomadaire.
- Les personnels de l'Institut Agro & de l'INRAE, ne devront être soumis que de façon limitée aux nuisances du chantier (bruit, poussières, circulation des engins de chantier),
- Fourniture au moins 2 jours avant ses interventions des noms et qualités des personnels intervenants sur le chantier. Le personnel opérant sur site devra porter un signe distinctif permettant d'identifier l'entreprise (un badge indiquant le nom de l'entreprise ou un vêtement distinctif).

Le maître d'Ouvrage se réserve le droit d'interdire immédiatement l'accès des locaux aux personnels de l'entreprise ne respectant pas les règles de bonne conduite et de sécurité, non répertorié dans la liste des intervenants.

12 - COORDINATION GENERALE DES TRAVAUX

L'entreprise doit apporter au Maître d'Œuvre ainsi qu'au Maître d'Ouvrage tous les éléments nécessaires à l'établissement et à l'exploitation du calendrier d'exécution. L'entrepreneur doit prendre connaissance de façon approfondie du programme du CCTP de l'ensemble des corps d'états en vue d'organiser ses études, la fabrication et la mise en œuvre de ses ouvrages.

Il fournira dans les délais annoncés par le maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage, et selon les instructions qui lui seront données, les précisions relatives aux ouvrages, dont l'exécution est liée à des sujétions communes avec d'autres corps d'état (réservations, nature et implantations des charges, incorporations, niveaux d'arases, etc...).

Chaque Entrepreneur s'engage formellement à respecter les décisions prises par le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage, dans le cadre de la coordination des travaux et du planning détaillé d'exécution, quelles que soient les sujétions particulières imposées à son entreprise.

13 - ETUDES D'EXECUTION

13.1 - DOCUMENTS D'EXECUTION

Pour l'ensemble de ses ouvrages, l'Entrepreneur doit établir à sa charge, d'après les plans et détails de principe et des pré-dimensionnements établis par la maîtrise d'Œuvre qui ne sont donnés qu'à titre indicatif, ses études techniques, plans d'exécution, plans d'atelier de chantier, plans de méthode, détails, calepins et épures, notes de calculs, etc..., ainsi que toutes les mises à jour nécessaire à la validation du Maître d'Œuvre.

Pour valider ces documents, le Maître d'Œuvre, le Maître d'Ouvrage et le bureau de contrôle se réservent le droit de demander à l'Entrepreneur :

- . De fournir toutes les justifications nécessaires,
- . De se conformer aux modifications et rectifications qu'ils lui demanderont,
- . De fournir les caractéristiques techniques détaillées de tous les matériaux et équipements qu'il envisage de mettre en œuvre pour l'exécution de ses travaux avec l'adresse des fournisseurs et fabricants.

Les documents graphiques devront être édités à une échelle permettant d'apprécier tous les éléments ou, à défaut, donnée par le Maître d'œuvre.

Chaque Entrepreneur devra fournir l'ensemble des documents demandés par le Maître d'Œuvre, le Maître d'Ouvrage, sur support papier ou au format informatique (PDF pour les documents écrits, DWG pour les éléments graphiques), pendant la période de préparation, ou à défaut dans le délai demandé par le Maître d'Œuvre, et produire les mises à jour indicées autant de fois que cela est nécessaire.

Chaque Entrepreneur aura à sa charge la reproduction et la diffusion à tous les intervenants concernés (Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre, bureau de contrôle, CSPS, etc...), en autant d'exemplaires que nécessaire, de tous les documents accompagnés d'un bordereau dûment rempli mentionnant la date, les destinataires, la nature et le nombre d'exemplaires des documents transmis.

L'Entrepreneur reste dans tous le cas pleinement responsable de ses études. La vérification des plans par le Maître d'Œuvre et le bureau de contrôle ne saurait en rien diminuer la responsabilité de l'entrepreneur.

Aussi, l'Entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucun travail ou délai supplémentaire provenant du manquement à ces obligations pour justifier l'augmentation de son prix global et forfaitaire.

La remise des études d'exécution doit intervenir au plus tard 15 jours avant la date de fin de la période de préparation de chantier qui est fixée à 1 mois. Le délai d'examen par le Maître d'Œuvre et le Contrôleur technique est fixé à 7 jours ouvrés. L'entreprise devra tenir compte de ce délai pour la production de ses éléments.

13.2 - AVIS SUR DOCUMENTS D'EXECUTION – VISAS

L'Entrepreneur ne doit pas passer de commande, lancer de fabrication, ni démarrer une partie de ses ouvrages sans avoir reçu, à minima de la part du Maître d'Œuvre et du bureau de contrôle, un avis favorable, ou sans observation, sur les documents d'exécution relatifs à ces ouvrages.

14 - RECEPTION DES FORMES ET SUPPORTS

Sans objet pour cause de lot unique

15 – MATERIAUX

15.1 - IDENTIFICATION DES MATERIAUX, CONTROLE

L'Entrepreneur devra, pour chaque matériel et matériau, donner au Maître d'Œuvre la fiche produit respectant le présent CCTP accompagnée des PV si nécessaire et des fiches techniques du fournisseur.

Pour les matériaux non traditionnels n'ayant pas d'avis technique certaines de ces règles ne sont pas intégralement applicables du fait de la publication de documents plus récents, tels que de nouvelles règles de calcul de ce fait, les produits ou procédés concernés sans avis doivent obligatoirement faire l'objet d'une évaluation (certification, ATEC, ...).

Tous les matériels et matériaux mis en œuvre devront porter la marque nationale ou européenne de conformité aux normes.

Les matériaux mise en œuvre devront être conformes aux exigences du respect de l'environnement.

Tout matériau qui ne respecterait pas les caractéristiques définies dans les prescriptions sera déposé et remplacé par un matériau conforme.

15.2 - VALIDATION DES MATERIAUX ET OUVRAGES AVANT MISE EN OEUVRE – CONTROLE

L'entrepreneur transmettra à tous les intervenants concernés tous les plans d'exécution et notes de calculs. Ceux-ci devront, avant exécution, avoir reçu l'avis favorable sans réserve des contrôleurs du Maître d'Ouvrage (Maître d'Œuvre d'exécution, CSPS, Bureau de Contrôle, ...).

La nature et le nombre des précisions à fournir sont fonction de l'importance de la construction et doivent être suffisantes pour statuer.

L'entreprise fournira au Maître d'Œuvre pour validation avant sa mise en œuvre sur le chantier le matériel à installer ou le prototype à mettre en œuvre sur l'opération.

Toute fourniture au moment de la mise en œuvre qui ne correspondrait pas aux échantillons validés sera refusée.

15.3 - PROTECTION, STOCKAGE, RESPONSABILITE ET PROPRIETE DES OUVRAGES ET MATERIAUX

L'entreprise doit, pendant la durée de ses travaux, la protection, la gestion de l'approvisionnement et du stockage de ses matériaux en tenant compte des autres lots intervenants.

Avant son intervention, il devra obtenir la validation du Maître d'Œuvre, du Maître d'Ouvrage et du CSPS sur l'ensemble de sa méthodologie d'intervention.

L'entreprise doit la réfection des ouvrages défectueux, constatés soit en cours de travaux, soit à la réception, ainsi que l'enlèvement de toutes les protections et palissades mises en place en cours ou en fin de chantier.

L'entrepreneur sera responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux. Il prendra donc toutes dispositions pour assurer leur protection d'une manière efficace et durable.

16 - ECHANTILLONS – PROTOTYPES – MAQUETTES

L'entrepreneur devra, dès le début de la période de préparation du chantier, transmettre tous les échantillons, documentations, notices techniques, nuanciers, avis techniques et procès-verbaux d'essais dans un délai permettant à l'Entrepreneur de réaliser ses ouvrages conformément au planning contractuel. Il ne pourra prétendre à justifier un quelconque retard au motif de la présentation tardive de ces pièces.

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre ainsi que le contrôleur technique sont les seuls juges de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier marché qui seront présentés autant de fois que nécessaire jusqu'à validation.

Tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été matérialisée par l'accord écrit du Maître d'œuvre (dans le PV de chantier ou par ordre écrit), l'Entrepreneur qui commandera des matériels et matériaux le fera à ses frais et torts exclusifs et aura à sa charge, le cas échéant, tous les frais de remplacement des matériaux et matériels concernés.

La validation des différents produits devant intervenir à la fin de la période de préparation, l'entreprise se doit donc de fournir dans les meilleurs délais les éléments qui lui seront demandés par le Maître d'œuvre. Le délai d'examen par le Maître d'Œuvre et le Contrôleur technique est fixé à 5 jours.

17 - CONTROLES DES OUVRAGES DEMANDES PAR LE MAITRE D'OEUVRE

Le Maître d'Œuvre pourra, s'il le juge nécessaire, demander à l'Entrepreneur, qui devra s'y conformer, d'effectuer en sa présence des vérifications et des contrôles.

Pour ce faire, l'Entrepreneur devra tenir à la disposition du Maître d'Œuvre le personnel et l'outillage nécessaire aux vérifications et contrôles qui pourraient être demandées pendant le chantier.

18 - ESSAIS

Au démarrage ou au cours de l'exécution des travaux, l'Entrepreneur devra réaliser le nombre et la fréquence des essais fixés par la réglementation, par les certifications demandées par le Maître d'Œuvre, le Maître d'Ouvrage, par l'emploi de matériaux ou matériels faisant l'objet d'un avis technique, par demande du Maître d'Œuvre ou du bureau de contrôle ou pour tout autre document du dossier marché.

L'Entrepreneur devra transmettre les rapports d'essais dans les meilleurs délais au Maître d'Œuvre, au bureau de contrôle et à tout autre intervenant concerné par ces essais. Il constituera et tiendra à jour, un dossier de tous les résultats d'essais effectués, à classer suivant le modèle de relevé récapitulatif pour chaque catégorie qui lui sera remis.

Dans les cas où des essais organisés révéleraient des performances non-conformes, le Maître d'Œuvre pourra exiger à l'entrepreneur de remédier à cela aux frais de l'entreprise et sans limite :

- . Obtenir l'accord préalable du Maître d'Œuvre et effectuer les travaux permettant d'atteindre les performances demandées ;
- . Faire réaliser de nouveaux essais par un opérateur certifié et préalablement accepté par le Maître d'Œuvre.

Cette série d'opération se renouvèlera autant de fois que nécessaire jusqu'à satisfaire la performance demandée.

19 - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Dans le cadre des Opérations Préalables à la Réception (O.P.R), l'Entrepreneur devra transmettre au Maître d'Œuvre son projet de DOE contenant notamment suivant la présente arborescence à prendre en compte :

- Un sommaire
- Les coordonnées des intervenants
- Les plans d'exécution des ouvrages dans leur dernière version ;
- Les plans de récolements des ouvrages selon nécessités
- Les fiches techniques de chacun des produits mis en œuvre renseignant la marque, le modèle, les références, les couleurs, etc...
- Les PV d'essais et avis techniques ;

Ces dossiers sont à la charge aux frais de l'Entrepreneur.

Le Maître d'Œuvre dispose d'un délai de 2 semaines pour demander tout complément d'information de son choix. Passer ce délai le DOE sera jugé conforme.

Les éléments complémentaires demandés par le Maître d'Œuvre devront être transmis sous un délai d'une semaine après notification par courriel de la demande de complément. En cas de non-respect de ce délai, une pénalité de retard sera appliquée.

La réception des travaux est subordonnée à la réception des D.O.E.

Après validation par la Maîtrise d'œuvre du projet de D.O.E, l'entreprise devra communiquer le D.O.E validé sous un délai d'une semaine, en :

- 2 exemplaires au format papier
- 1 supports électroniques (CD, DVD, clé USB) contenant les documents écrits au format PDF et les documents graphiques au format DWG et PDF.